

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 10/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS COVED

777 avenue des Terres Noires
81370 ST SULPICE LA POINTE

Références : 81-DECHETS-2023-02
Code AIOT : 0006804265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2023 dans l'établissement SAS COVED implanté Les Brugues de Jonquières 81500 LAVAUUR. L'inspection a été annoncée le 13/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS COVED
- Les Brugues de Jonquières 81500 LAVAUUR
- Code AIOT : 0006804265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée par la société COVED par délégation de service public.

Les déchets admis à l'enfouissement sont les déchets ménagers et assimilés ainsi que les déchets non valorisables des entreprises locales et des divers services municipaux.

Le site est également pourvu d'une zone de stockage des déchets amiantés et d'une déchèterie.

La visite d'inspection a porté sur l'arrêté de mise en demeure du 01/07/2022 et les conditions

d'élimination des déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté de mise en demeure du 01/07/2022;
- conditions d'élimination des déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 1	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
4	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
5	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
6	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/	Sans objet
7	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/	Sans objet
8	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/	Sans objet
9	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ayant constatée que l'exploitant a procédé à l'installation et la mise en service des enregistreurs en continu, la mise en demeure notifiée à la SAS COVED par arrêté préfectoral du 01 juillet 2022 est levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COVED Environnement, exploitant d'une installation de stockage de déchets non dangereux sise au lieu-dit Les Bruges sur la commune de Lavaur, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.4.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2020 susvisé sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Les trois bassins ont été équipés de sondes permettant l'enregistrement en continu des paramètres pH, T°, conductivité. L'exploitant a fixé les seuils suivants: <ul style="list-style-type: none">- $5,5 < \text{pH} < 8,5$;- température inférieure à 30°C;- Conductivité inférieure à 3500 S/m. Tout dépassement des seuils déclenche la fermeture automatique d'une électrovanne. L'alarme visuelle au niveau des rejets passe alors au rouge. L'alarme est reportée sur une tablette via un outil de supervision (application). Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les paramètres mesurés sont reportés en temps réel sur l'outil de supervision. En cas de déclenchement d'une alarme, l'exploitant dispose d'appareillage portatif lui permettant de faire une mesure contradictoire.
Observations : L'inspection ayant constaté que l'exploitant a procédé à l'installation et la mise en service des enregistreurs en continu, la mise en demeure notifiée à la SAS COVED par arrêté préfectoral du 01 juillet 2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]</p> <p>[...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]</p>
<p>Constats : Environ 75 producteurs de déchets font éliminer leurs déchets dans l'installation de stockage de Lavour exploitée par la SAS COVED.</p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant a reçu 60 rapports de caractérisation. Selon la procédure mise en place, les producteurs de déchets n'ayant pas transmis leur rapport de caractérisation ne sont pas autorisés au déchargement des déchets.</p> <p>Les rapports de caractérisation sont tous au format proposé par la FNADE (Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement). On y retrouve le mode d'échantillonnage, le poids net de l'échantillon/du chargement et le résultat de la caractérisation. La méthode de caractérisation n'est pas précisée.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé les rapports de caractérisation des établissements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - SMICTOM (collectivité territoriale); - KORIAN (EPHAD); - COVED. <p>Ils permettent de vérifier le respect des seuils mentionnés à l'article R. 541-48-3 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : [...]</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p> <p>Constats : Le contrôle visuel des déchets est systématiquement réalisé lors du déchargement par l'agent en responsable du compactage des déchets.</p> <p>Par ailleurs, l'agent en charge des pesées réalise de manière inopinée deux à trois contrôles visuels par jour lors des déchargements. Ces contrôles inopinés sont consignés dans un classeur que l'inspection a pu consulter lors de la visite.</p> <p>Faute de réception de déchets au moment de la visite d'inspection, la mise en œuvre effective du contrôle visuel n'a pas pu être vérifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Les producteurs de déchets ont transmis leurs attestations. Par échantillonnage, l'inspection a consulté l'attestation sur l'honneur du producteur KORIAN en date du 19/12/2022. Les éléments de nature à démontrer le respect des obligations tri à la sources figurent sur l'attestation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p>Constats : Par échantillonnage, l'inspection a consulté l'attestation du SMICTOM de Lavour.</p> <p>Ce document décrit les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'exploitant dispose de quatre caméras. <ul style="list-style-type: none">• deux permettent le contrôle des entrées/sorties de la zone de pesée des camions;• une troisième est installée au niveau du quai de déchargement et filme l'arrivée du camion dans la zone;• la quatrième, installée face au quai, filme le contenu du camion lors du déchargement. <p>Les images permettent d'identifier la plaque d'immatriculation de chaque véhicule.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats : Le comité social et économique de l'installation a été consulté le 9 juin 2021 sur le projet d'installation du dispositif de contrôle par vidéo-surveillance.</p> <p>Le personnel a été informé individuellement par courrier en date du 12 octobre 2021.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence du pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo. La signalisation du dispositif de contrôle par vidéo ne comporte pas les autres éléments du décret.</p>
Observations : L'exploitant devra compléter la signalisation du dispositif de contrôle par vidéo.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p> <p>Constats : L'exploitant recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance dans un fichier informatique.</p> <p>Le dispositif de supervision a été présenté à l'inspection qui a pu constater que les images des quatre caméras présentent la date et l'heure de l'enregistrement ainsi que leurs emplacements respectifs. L'enregistrement n'est pas sonore.</p> <p>La qualité moyenne de résolution des images permet de visualiser correctement le déchargement mais ne permet pas d'identifier les personnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilité à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...] Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.</p> <p>Constats : L'exploitant indique que quatre agents sont habilités pour accéder, par identifiant et mot de passe personnel, aux données enregistrées. Il précise que toute transmission d'extrait vidéo à l'inspection doit faire l'objet d'une demande auprès du siège de la société.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a pu consulter les enregistrements de la journée du vendredi 6 janvier 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet